

Reponsabilité partagée et solidarité mondiale :

Gérer les retombées
socioéconomiques
de la COVID-19
Mars 2020



Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	EMPÊCHER LA TRANSMISSION POUR METTRE FIN À LA PANDÉMIE ET SAUVER DES VIES.....	3
III.	RETOMBÉES SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET MULTIDIMENSIONNELLES.....	9
	La pandémie a des effets dévastateurs sur la population et l'économie formelle et informelle.	9
	Les retombées sont complexes et nous touchent tous.....	10
	Conséquences pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris .	12
	Leadership politique et coopération face à la pandémie	15
IV.	DES SOLUTIONS DURABLES POUR FAIRE FACE AUX RETOMBÉES DE LA PANDÉMIE	17
	A. Des mesures mondiales à la mesure de l'ampleur de la crise	18
	B. Mobilisation régionale.....	17
	C. Ne laisser personne de côté : la solidarité nationale.....	19
V.	NOUER DES PARTENARIATS POUR INTENSIFIER LA LUTTE MONDIALE CONTRE LA COVID-19	24
VI.	NOUS SURMONTERONS CETTE CRISE HUMAINE ET REVIENDRONS EN FORCE.....	26

I. INTRODUCTION

La crise sanitaire mondiale que nous traversons est sans précédent pendant les 75 ans d'histoire de l'ONU. Elle fait des morts, provoque de grandes souffrances et bouleverse des vies. Il ne s'agit toutefois pas d'une simple crise sanitaire, mais d'une véritable crise humaine. La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) ébranle les sociétés en leur cœur. Le Fonds monétaire international (FMI) vient de réévaluer les perspectives de croissance pour 2020 et 2021, estimant que nous sommes entrés dans une récession aussi grave ou pire encore que celle de 2009. Une reprise ne semble possible en 2021 que si la communauté mondiale parvient à contenir l'épidémie et à prendre les mesures économiques nécessaires¹.

Face à une crise sans précédent, nous devons faire preuve d'une créativité sans précédent. Et notre effort doit être à la mesure de l'ampleur de la crise. Aucun pays ne pourra s'en sortir seul.

Le présent rapport est un appel à l'action : il faut agir immédiatement dans le domaine de la santé, pour empêcher la transmission du virus et mettre fin à la pandémie, et s'attaquer aux nombreuses dimensions sociales et économiques de la crise. Surtout, il faut accorder la priorité à la population, c'est-à-dire aux femmes, aux jeunes, aux travailleurs peu rémunérés, aux petites et moyennes entreprises (PME), aux travailleurs du secteur informel et aux groupes vulnérables qui sont déjà à risque.

La société tout entière doit unir ses forces. Chaque pays doit agir résolument, en faisant collaborer dès le départ les secteurs public et privé et la société civile. Mais les mesures nationales ne suffiront pas, vu la portée mondiale et la complexité de la crise. Les grandes puissances économiques doivent prendre des

mesures coordonnées, résolues et novatrices. Il faut en outre apporter le plus grand soutien financier et technique possible aux personnes et aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables, qui seront les plus durement touchés. Compte tenu du degré d'interdépendance des pays du monde entier sur le plan économique, social et commercial, notre force ne sera jamais supérieure à celle du système de santé le plus faible.

La première étape consiste à organiser l'action la plus énergique et la plus coopérative jamais menée dans le domaine de la santé. Il faut augmenter immédiatement les dépenses de santé pour réussir à répondre aux besoins les plus urgents et à la demande de plus en plus forte de tests de dépistage, à développer les installations de traitement, à obtenir les fournitures médicales nécessaires et à accroître le nombre de professionnels de la santé. Les pays qui n'ont pas encore enregistré de cas de COVID-19 ou qui n'ont pas atteint le stade de la transmission locale doivent améliorer l'état de préparation et la capacité de réaction de leur système de santé.

Il faut soutenir autant que possible l'action multilatérale visant à empêcher la transmission de la maladie et à mettre fin à la pandémie et répondre pleinement aux demandes d'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui pilote cette action. Il faut promouvoir la collaboration scientifique pour mettre au point un vaccin et des traitements efficaces grâce à des initiatives telles que l'essai clinique Solidarity organisé sous l'égide de l'OMS. Il faut garantir l'accès universel aux vaccins et aux traitements, en respectant pleinement les droits humains et l'égalité des sexes et en évitant toute stigmatisation.

¹ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/03/27/sp032720-opening-remarks-at-press-briefing-following-imfc-conference-call>.

La deuxième étape consiste à faire tout ce qui est possible pour atténuer les répercussions de la crise sur la vie de millions de personnes, sur leurs moyens de subsistance et sur l'économie réelle. Cela signifie qu'il faut aider les travailleurs et les ménages en leur fournissant directement des ressources, leur permettre de bénéficier de l'assurance maladie et de l'assurance chômage, renforcer la protection sociale et apporter un soutien aux entreprises pour éviter les faillites et la destruction d'un grand nombre d'emplois. Cela signifie également qu'il faut mettre au point les mesures budgétaires et monétaires nécessaires pour que le fardeau de la crise ne retombe pas sur les pays les plus faibles.

Une action multilatérale, coordonnée et globale est plus nécessaire que jamais. Son financement doit représenter au moins 10 % du PIB mondial. La crise actuelle est véritablement mondiale. Il est dans l'intérêt de chacun de faire en sorte que les pays en développement aient toutes les chances de bien la gérer, faute de quoi la COVID-19 risque d'entraver durablement la reprise économique.

La troisième étape consistera à tirer les enseignements de la crise et à reconstruire en mieux. Si nous étions plus avancés dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, nous serions mieux à même de surmonter la crise : nos systèmes de santé seraient plus solides,

moins de personnes vivraient dans l'extrême pauvreté, les inégalités de genre seraient moindres, l'environnement naturel serait plus sain et les sociétés seraient plus résistantes. Nous devons saisir l'occasion qui se présente d'intensifier l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et les 17 objectifs de développement durable. En progressant dans la mise en œuvre de notre plan d'action mondial pour un avenir plus inclusif et plus durable, nous pourrions mieux répondre aux crises futures.

Les recommandations du présent rapport ont pour objectif de proposer des moyens d'action aux États et d'inciter les partenaires à agir sans attendre.

Le système des Nations Unies – et son réseau mondial de bureaux régionaux, sous-régionaux et nationaux qui œuvrent pour la paix, la promotion des droits humains, le développement durable et l'action humanitaire – collaborera avec ses partenaires pour aider tous les États à parvenir avant tout à sauver des vies, à rétablir les moyens de subsistance de la population et à faire en sorte que l'économie mondiale et les habitants du monde entier que nous servons soient plus forts à l'issue de la crise. Tout ceci va dans le sens de la Décennie d'action pour la réalisation des objectifs de développement durable. La solidarité, l'espoir, la volonté politique et la coopération sont plus nécessaires que jamais, car elles nous permettront de surmonter la crise ensemble.

II. EMPÊCHER LA TRANSMISSION POUR METTRE FIN À LA PANDÉMIE ET SAUVER DES VIES

En seulement 12 semaines, l'épidémie de COVID-19 est passée d'une flambée isolée à une pandémie dévastatrice. Elle touche maintenant plus de 199 pays et territoires. Au 26 mars, 416 686 cas confirmés et 18 589 décès ont été signalés à l'OMS, et ce n'est là que la partie visible de l'iceberg.

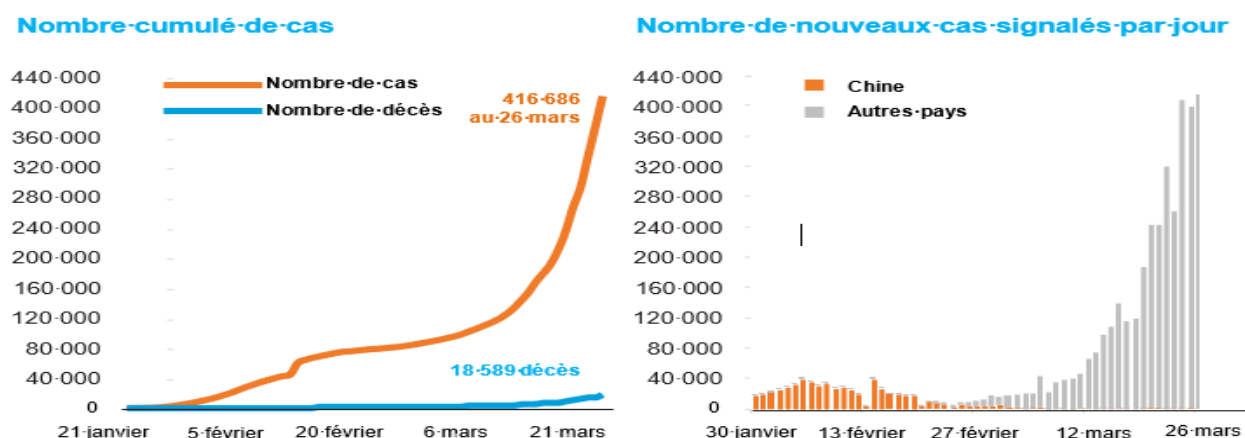
La maladie, qui provoque des infections respiratoires de gravité variable, se transmet facilement. Une fois atteint le stade de la transmission locale, l'ampleur de l'épidémie double tous les 3 à 5 jours. Les besoins d'hospitalisation explosent et risquent de dépasser les capacités du système de santé des pays. En moyenne, 20 % des personnes infectées finissent par présenter des symptômes graves ou critiques. La mortalité est nettement supérieure à 1 % et bien plus élevée chez les personnes plus âgées et les malades qui ont d'autres problèmes de santé.

L'ampleur et la vitesse de propagation de la pandémie, la gravité des cas et la perturbation des

sociétés et des économies sont déjà alarmantes. Elles risquent d'empirer encore à mesure que l'épidémie se développe dans les pays les plus pauvres. Des progrès remarquables ont certes été accomplis dans le développement d'un vaccin contre la COVID-19, les premiers essais ayant commencé 60 jours seulement après que la Chine a publié la séquence génétique du virus. Mais il est peu probable qu'un vaccin devienne disponible à grande échelle dans les 12 à 18 mois à venir.

L'action à mener par chaque pays varie selon que la situation s'y caractérise par l'absence de cas, la présence de cas sporadiques, l'existence de foyers épidémiologiques ou la transmission locale. De nombreux pays peuvent encore agir de manière décisive en prenant des mesures de distanciation physique efficaces comme les quarantaines, l'isolement des personnes atteintes ou même le confinement total, en procédant à des tests

FIGURE 1 : PROPAGATION RAPIDE DE LA PANDÉMIE MONDIALE



Source : OMS.

De dépistage et à la recherche des contacts pour limiter la propagation du virus et mettre fin rapidement à la transmission de la COVID-19. Cela doit être la principale priorité de tous les pays, car il s'agit du moyen le plus efficace de sauver des vies et de protéger l'économie mondiale. De nombreux pays n'ont cependant pas les ressources nécessaires pour se préparer à la crise.

Les dirigeants des pays, des entreprises, du monde de la finance, des institutions scientifiques et des populations locales doivent tous prendre d'urgence des mesures énergiques et coordonnées pour empêcher la transmission du virus le plus rapidement possible et mettre fin à la pandémie.

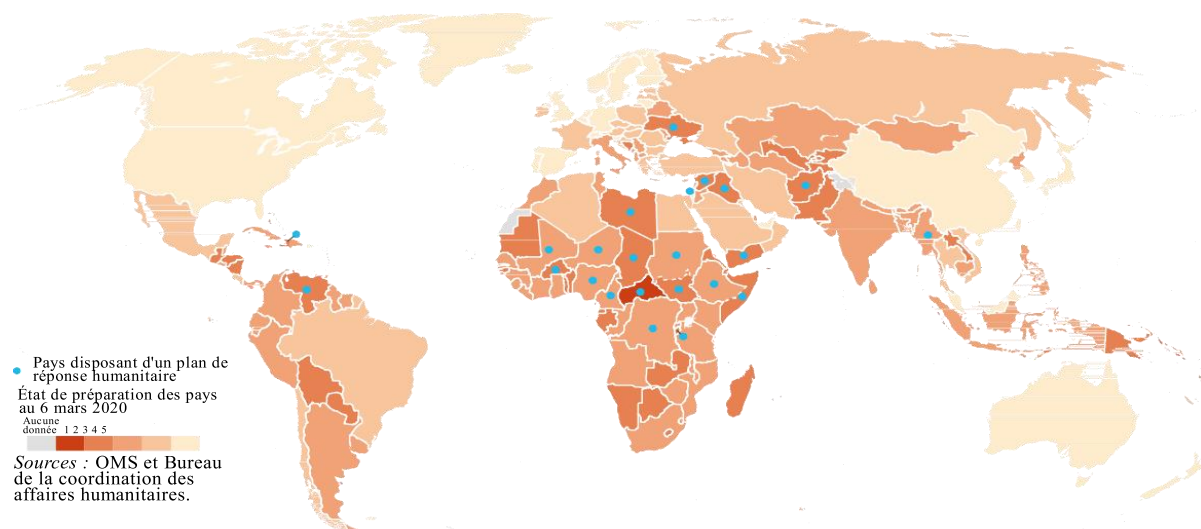
L'ONU S'ENGAGE À MENER AVEC TOUS LES PAYS UNE ACTION FONDÉE SUR LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :

1. Agir vite et avec détermination pour empêcher la transmission ou enrayer la propagation de la maladie et sauver des vies

Tous les pays doivent renforcer sans attendre les mesures qui permettent de prévenir et de combattre la maladie et d'en empêcher la transmission, s'agissant notamment de :

- > Se préparer et se tenir prêts (surtout si le pays ne compte aucun cas ou que des cas sporadiques).
- > Détecter et diagnostiquer tous les cas présumés aussi rapidement que possible, sans quoi il sera impossible d'empêcher la transmission et d'optimiser les mesures qui permettent de sauver des vies.
- > Prendre des mesures telles que la quarantaine, la limitation stricte de la circulation des personnes, la réduction générale des contacts de personne à personne (distanciation physique et fermeture des écoles et des lieux de travail) et la sensibilisation de la population à l'utilité du lavage des mains.
- > Dispenser des soins cliniques sûrs et efficaces pour bien isoler toutes les personnes atteintes de la COVID-19, protéger les professionnels de la santé et garantir la disponibilité des fournitures médicales essentielles grâce à la bonne gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- > Partager les connaissances et mettre au point et distribuer des nouveaux moyens de diagnostic, médicaments et vaccins. Il est essentiel d'apprendre des autres pays et d'évaluer et d'actualiser régulièrement les stratégies et les directives nationales à la lumière des nouvelles connaissances.

FIGURE 2 : ÉTAT DE PRÉPARATION DES PAYS À LA COVID-19



Source : OMS, Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Les frontières et les noms indiqués n'impliquent ni approbation ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

- > Pleinement tenir compte de la variation des effets selon le groupe de population, intégrer les groupes défavorisés dans la société et appliquer les normes les plus strictes en matière de droits humains.
- > Préserver les résultats des systèmes de santé, notamment l'éradication de la poliomyélite et les taux d'immunisation élevés contre la rougeole, la poliomyélite et le choléra.

Il est nécessaire de faciliter les mouvements du personnel et des produits essentiels aux interventions. Il est inacceptable d'apporter de nouvelles restrictions aux mouvements nationaux et internationaux de ces personnes et de ces produits. Outre la coopération à l'élaboration de vaccins et de médicaments, Il faut coordonner et promouvoir au niveau international la fabrication et la distribution du matériel médical essentiel (désinfectants et produits d'assainissement, masques, respirateurs, etc.).

2. Agir sans attendre pour rendre les systèmes de santé plus résilients

Tous les pays devraient mettre en œuvre de toute urgence des stratégies de santé globales pour enrayer la transmission des maladies et éviter qu'elles ne se propagent comme une traînée de poudre.

3. Apporter de toute urgence un appui aux pays en développement dont les systèmes de santé sont faibles

Les personnes les plus vulnérables face à la crise sont celles qui sont déjà en situation à risque : celles qui subissent ou qui fuient la guerre et la persécution, celles qui vivent dans des zones densément peuplées et mal desservies, celles dont la vie a déjà été bouleversée par d'autres facteurs et celles qui n'ont pas accès à une protection sociale et politique de base ni à aucun système de soutien. Les pays très peuplés et ceux où le secteur informel est important sont particulièrement vulnérables. Le risque que la maladie s'installe durablement dans des populations fragiles, dans des zones urbaines pauvres et densément peuplées et dans des bidonvilles où l'isolement est impossible nous mettrait tous en danger, en permettant au virus de continuer de se propager à travers le monde.

En outre, à l'échelle mondiale, plus de 50 % de la population rurale et plus de 20 % de la population urbaine n'ont droit à aucune couverture sanitaire². Par ailleurs, 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau et 4,2 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires de base, ni par conséquent à la mesure de prévention la plus élémentaire et la plus efficace qui soit : le lavage fréquent des mains. Là encore, les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus désavantagés. En moyenne, les pays en développement ne consacrent qu'environ 2 % de leur PIB à la santé, contre une moyenne mondiale de 4,7 %.

² World Social Report 2017-2019 de l'Organisation internationale du Travail, disponible à l'adresse https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf.

Il faut rendre les éléments suivants plus largement disponibles et en intensifier immédiatement le développement, la production et la distribution :

- ✓ **Kits d'analyse, réactifs et matériel et infrastructures d'appui** : les laboratoires doivent pouvoir faire tous les tests de dépistage nécessaires pour que les pays puissent freiner la transmission de la maladie et prendre des mesures adaptées aux besoins.
- ✓ **Fournitures médicales essentielles** : il faut protéger à titre prioritaire les **chaînes d'approvisionnement** correspondantes pour que ces articles puissent être distribués conformément aux besoins.
- ✓ **Nouveaux moyens de diagnostic, médicaments et vaccins** : toutes les personnes qui en ont besoin doivent y avoir accès dans des conditions équitables.
- ✓ Données mondiales, évaluations de situation, informations, connaissances et enseignements à retenir.

Sans la solidarité et le soutien de la communauté internationale, de nombreuses personnes resteront hors d'atteinte de l'action menée pour contenir la pandémie.

Il est donc indispensable de :

- > Continuer de financer l'aide humanitaire pour que celle-ci continue de bénéficier aux 100 millions de personnes qui en ont le plus besoin.
- > Soutenir résolument et sans attendre l'action que l'OMS a lancée en coopération avec des organisations humanitaires pour aider au moins 51 des pays les plus vulnérables et les plus touchés par les conflits au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, dans lesquels les conséquences de la pandémie pour les populations seraient particulièrement graves en l'absence d'assistance et où les systèmes de santé sont les moins aptes à faire face à la crise.
- > Donner suite à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Les parties aux conflits du monde entier doivent déposer les armes pour contribuer à la bataille autrement plus importante qui a été engagée contre la COVID-19, ennemi commun qui menace désormais l'humanité tout entière.

- > Dans les contextes non humanitaires, parvenir à bien coordonner les systèmes de financement pour améliorer les résultats sur le terrain.

4. Lever les obstacles et permettre l'accès libre et immédiat aux résultats des travaux de recherche et veiller à ce que les vaccins et les médicaments soient accessibles à tous.

Il est urgent que la communauté mondiale mette au point une vision et un plan d'action communs pour que les avancées de la recherche, les technologies naissantes et les nouvelles sources de données soient mises au service de la lutte contre la COVID-19. Les secteurs scientifiques et technologiques doivent pouvoir jouer un rôle moteur, sans quoi il sera impossible de surmonter la pandémie et d'en atténuer les effets sur la réalisation des objectifs de développement durable. Il faut établir de nouveaux cadres normatifs pour organiser la science ouverte, et les autorités de réglementation devraient collaborer pour lever les obstacles au développement de vaccins et aux essais cliniques des traitements.

Les pays doivent unir leurs forces pour élaborer une approche coopérative fondée sur les connaissances scientifiques qui permette de bien allouer les ressources sur la base d'une évaluation véritablement collective des besoins de

santé publique. Autrement, certaines ressources clefs resteront inutilisées, alors qu'elles feront défaut à des moments critiques, là où elles seront indispensables. Cela nous met tous en danger. L'ONU se tient prête à se réunir et à soutenir tous les efforts déployés.

5. Redoubler d'efforts dans le secteur privé pour surmonter la crise.

Beaucoup d'entreprises contribuent à l'action du système de santé. Des sociétés pharmaceutiques collaborent avec les pouvoirs publics pour accroître les capacités de dépistage, tandis que des fabricants proposent de modifier leurs chaînes de production ou d'en créer de nouvelles pour fabriquer des masques et des respirateurs. Face à la pandémie, les entreprises des secteurs technologiques produisent des outils numériques essentiels pour remédier à l'isolement social, promouvoir la cohésion sociale et faire mieux connaître les directives de santé et de sécurité.

L'innovation du secteur privé peut beaucoup contribuer aussi bien à la riposte immédiate et à court terme qu'à la résilience à long terme. En particulier, il faut utiliser les mégadonnées et l'intelligence artificielle pour créer des biens publics numériques sous la forme de projections et de données actualisées en temps réel qui soient utiles à la prise de décisions. Cela permettrait de déceler les nouvelles flambées, de déterminer les cas où les services de santé et les autres services publics sont surchargés, de suivre et de combattre la propagation de messages xénophobes et de fausses informations et de mesurer les retombées de la crise sur les populations vulnérables dans différents domaines, ainsi que de mieux cibler la communication des risques, l'aide financière et les interventions politiques. Des partenariats intersectoriels devront être noués dans le secteur

privé pour répondre à ces besoins d'information, et de nombreux pays auront besoin d'investissements et de soutien technique pour renforcer leurs capacités d'analyse.

Il faut réfléchir à la dimension éthique de ces mesures et au respect de la vie privée et mettre en place des cadres de gouvernance des données pour accélérer l'innovation, garantir la transparence des modalités selon lesquelles les données sont partagées et utilisées dans l'intérêt commun, et faire en sorte qu'aucun acteur ne profite de la crise pour porter atteinte aux droits humains ou pour mettre en place des systèmes de surveillance de masse.

Il faut étendre ces efforts à tous les secteurs et à tous les pays pour que les entreprises mettent leurs chaînes d'approvisionnement, leurs entrepôts, leurs ressources et leur personnel au service de la gestion de la crise.

L'ONU invite toutes les entreprises à prendre trois grandes mesures :

- > **Appliquer les directives relatives à la santé et à la sécurité et assurer une protection économique aux travailleurs**, notamment en garantissant des conditions de travail sûres et le respect de la distanciation physique, ainsi que la sécurité salariale des personnes qui travaillent à domicile.
- > **Apporter un soutien financier et technique aux États en contribuant au Fonds de solidarité pour la lutte contre la COVID-19.**
- > Modifier les installations et les plans d'affaires pour répondre aux besoins découlant de la crise. Certaines entreprises ont commencé à le faire ; beaucoup d'autres devraient suivre leur exemple.

6. Organisations philanthropiques : participez à la lutte

Les acteurs philanthropiques du monde entier sont particulièrement bien placés pour mobiliser rapidement des ressources et des capacités de recherche afin de surmonter les aspects les plus difficiles de la crise. Le moment est venu pour ces organisations de se joindre aux 225 bailleurs de fonds qui ont fait don, jusqu'à présent, d'un montant total de 1,9 milliard d'euros pour lutter contre l'épidémie³.

Le 13 mars, l'OMS, la Fondation pour les Nations Unies et la Swiss Philanthropy Foundation ont

lancé le Fonds de solidarité pour la lutte contre la COVID-19, première initiative en son genre, qui permet aux particuliers, aux entreprises et aux institutions du monde entier d'unir leurs forces pour contribuer directement à la lutte contre la maladie. Les fonds collectés aideront les travailleurs de la santé qui sont en première ligne à accomplir leur travail vital, à traiter les patients et à faire progresser la recherche de traitements et de vaccins. À ce jour, plus de 200 000 particuliers et organisations ont déjà contribué au Fonds de solidarité, ce qui a permis de collecter un montant supérieur à 95 millions de dollars.

³ L'association sans but lucratif Candid a recensé les contributions des organisations philanthropiques à la lutte contre la COVID-19. Elle estime que 225 bailleurs de fonds ont versé à 63 acteurs un montant total de 1,9 milliard de dollars pour lutter contre l'épidémie.

III. RETOMBÉES SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET MULTIDIMENSIONNELLES

La pandémie a des effets dévastateurs sur la population et l'économie formelle et informelle.

La pandémie met à rude épreuve une économie mondiale déjà affaiblie et fragilisée. En 2019, la croissance mondiale était à son niveau le plus faible depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. La pandémie a plongé l'économie mondiale dans une récession qui risque d'avoir des conséquences profondes et de porter le chômage et la pauvreté à des taux record. Les mesures nécessaires pour contenir la propagation de la maladie – quarantaines, restrictions de voyage et mesures de confinement dans les villes – ont beaucoup fait baisser la demande et l'offre. Dans les secteurs des transports, du commerce de détail, des loisirs ou des services d'hôtellerie et de restauration, les activités économiques sont compromises. Et la chute des indices boursiers a montré que la confiance placée dans les mesures de santé publique se traduit par des effets économiques directs et immédiats.

L'impact de la pandémie sur l'économie est aggravé par la perturbation des chaînes d'approvisionnement du secteur manufacturier et la baisse des prix des produits de base, en particulier du pétrole. Les marchés financiers ont été ébranlés, les conditions de liquidité sont devenues plus strictes dans de nombreux pays, les pays en développement ont enregistré des sorties de capitaux sans précédent et les marchés des devises ont subi des pressions, certains pays étant confrontés à une pénurie de dollars. La faiblesse des monnaies locales limitera la capacité des pouvoirs publics à prendre des mesures de relance suffisantes pour stabiliser l'économie et enrayer la crise sanitaire et humaine.

Comme indiqué dans la figure 3, l'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que de 5 à 25 millions d'emplois risquent d'être détruits et que les revenus du travail pourraient connaître une baisse comprise entre 860 milliards et 3 400 milliards de dollars. Les PME, les travailleurs indépendants et les travailleurs journaliers sont les plus touchés. La crise actuelle compromet le peu de progrès que nous avons accomplis vers l'égalité des genres et risque d'aggraver la féminisation de la pauvreté, les violences faites aux femmes et l'inégalité de la participation au marché du travail. Les migrants représentent près de 30 % des travailleurs de certains des secteurs les plus touchés des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La destruction d'un grand nombre d'emplois dans ce groupe de population aura des répercussions sur l'économie des pays fortement tributaires des envois de fonds, comme El Salvador, Haïti, le Honduras, le Népal, les Tonga, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Les effets devraient être considérables dans les pays où le secteur informel est important, le système de protection sociale y étant généralement inexistant ou limité, et dans les pays dont le secteur formel est particulièrement exposé à l'instabilité des marchés.

La situation est particulièrement préoccupante dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La propagation du virus à ces pays affaiblira encore davantage une situation macroéconomique déjà fragile, où la croissance de la dette avait dépassé la croissance des revenus avant même la crise. En outre, dans certains de ces pays, il est difficile d'appliquer les normes d'hygiène et d'assainissement et les

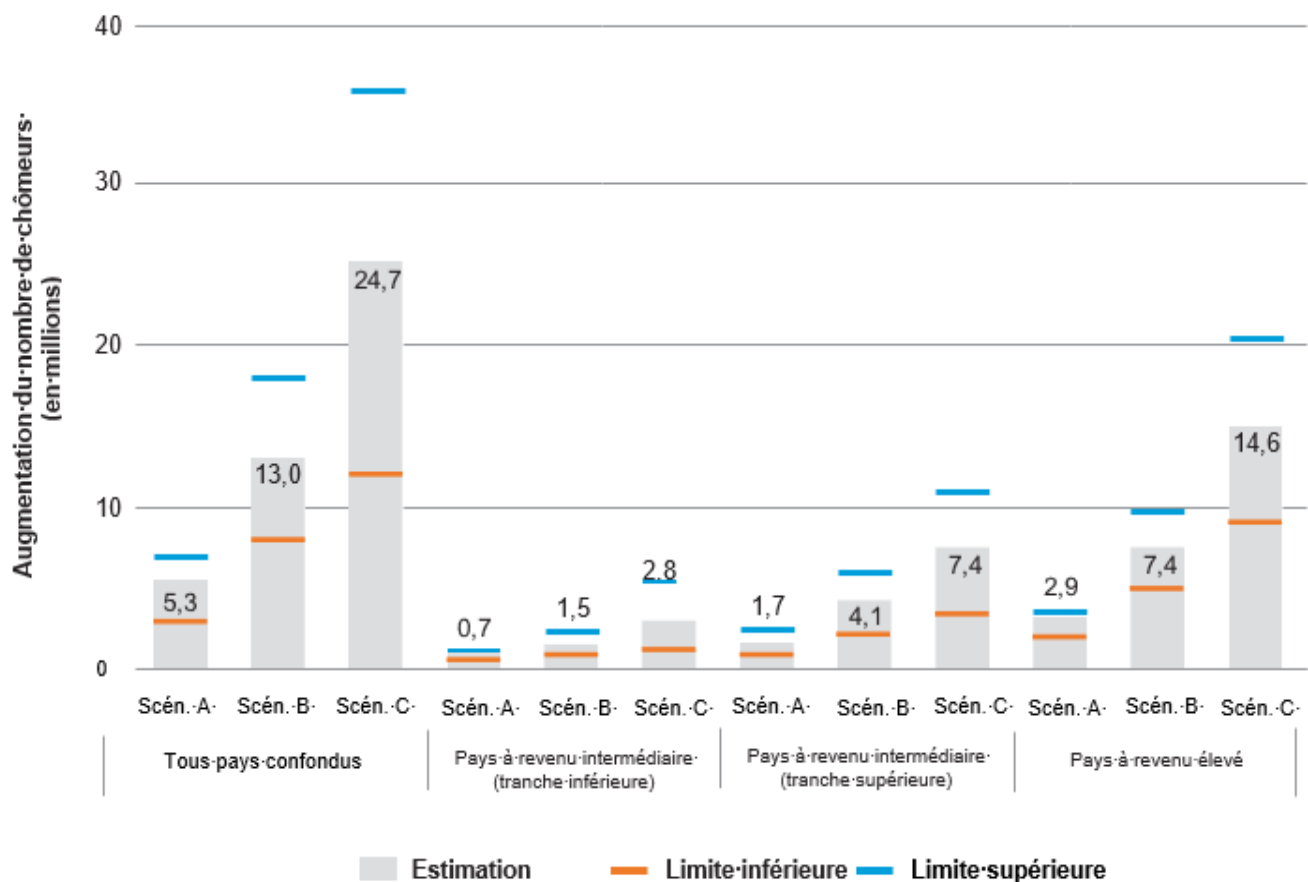
mesures de distanciation physique qui seraient nécessaires.

Les retombées sont complexes et nous touchent tous.

La crise risque hélas d’anéantir des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté et de creuser des inégalités déjà profondes, au sein des pays et d’un pays à l’autre. Conjuguée dans certains pays à la manipulation des marchés et à l’accumulation de

stocks, l’instabilité commence à toucher les prix des denrées alimentaires, d’où des effets néfastes sur l’alimentation de la population des pays les plus vulnérables. Si rien n’est fait rapidement, les perturbations causées par la pandémie et les mesures adoptées pour lutter contre le virus aggraveront considérablement les choses. Cela est particulièrement important dans les grands PMA, où la crise risque d’être compliquée par l’importance de la population vulnérable et l’ampleur du secteur informel.

FIGURE 3 : EFFET DE LA BAISSÉ DE LA CROISSANCE MONDIALE SUR LE CHÔMAGE SELON TROIS SCÉNARIOS, EN FONCTION DU GROUPE DE REVENUS (EN MILLIONS)



Légende : Scén. A = scénario optimiste ; Scén. B = scénario intermédiaire ; Scén. C = scénario pessimiste.

Source : OIT.

Dans le secteur de l'éducation, 166 pays ont fermé les écoles et les universités à l'échelle nationale. Plus de 1,52 milliard d'enfants et de jeunes ont dû cesser d'aller à l'école ou à l'université, soit 87 % du nombre total de personnes inscrites. En outre, près de 60,2 millions d'enseignants ont cessé de donner cours en classe.

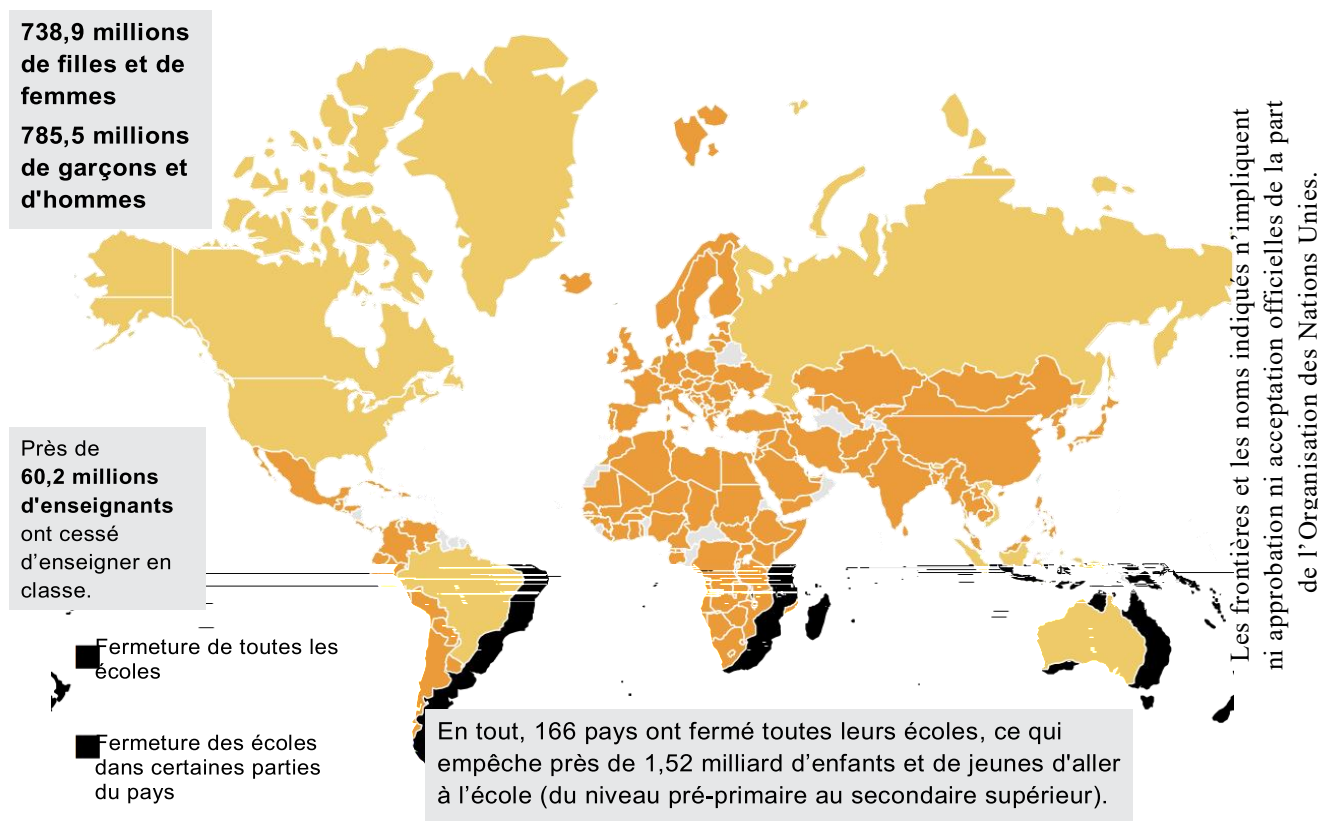
La fermeture des écoles a toute une série de conséquences nuisibles pour les enfants et les jeunes, notamment l'interruption de l'apprentissage et la réduction des interactions humaines, qui sont essentielles à leur développement social et comportemental. Elle prive en outre de nombreux enfants de repas et d'un lieu sûr.

La perte de repas pèse sur le revenu des familles, qui demandent par conséquent aux femmes et aux filles d'effectuer davantage de travail non rémunéré. Selon

les estimations du Programme alimentaire mondial, plus de 320 millions d'élèves qui fréquentent l'école primaire dans 120 pays ont cessé de bénéficier des repas scolaires. L'interruption de la scolarité entraîne également des lacunes dans la garde des enfants, ce qui pèse sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en particulier pour les femmes et les parents qui doivent aider les enfants à apprendre à la maison.

Si elle se prolonge, la perturbation de l'éducation risque d'augmenter le nombre d'enfants qui sont forcés à travailler ou à se marier, ce qui freinerait la croissance des pays en développement. Dans un rapport publié récemment, le FMI a montré que les mariages d'enfants réduisaient de 1 % le PIB des pays à faible revenu.

FIGURE 4 : PAYS TOUCHÉS PAR LA FERMETURE D'ÉCOLES (AU 26 MARS 2020)



Source : UNESCO.

Les technologies numériques se sont avérées utiles pendant la crise, facilitant la continuité des activités et aidant les gens à rester en contact – encore plus qu’auparavant – et à conserver une bonne santé mentale. Toutefois, l’inégalité de l’accès aux réseaux à haut débit et aux technologies nécessaires empêche l’accès de tous à l’enseignement à distance, aux informations sur la santé et à la télémedecine. Selon les estimations de l’Union internationale des télécommunications (UIT), 3,6 milliards de personnes n’ont pas accès à Internet et la majorité d’entre elles vit dans les PMA.

Les mesures prises face à l’épidémie n’ont pas les mêmes effets sur tous les segments de la population. Représentant 70 % du personnel de santé à l’échelle mondiale, les femmes sont plus exposées aux risques d’infection. En outre, la crise s’est accompagnée d’une hausse subite des cas signalés de violences domestiques, au moment même où différents services de justice, de santé et d’accueil sont réaffectés à la lutte contre la pandémie. Les familles étant isolées dans leurs domiciles, les enfants subissent également de plus en plus de violences en ligne.

Les personnes âgées ne sont pas seulement plus exposées aux risques de santé, mais également moins susceptibles de pouvoir subvenir à leurs besoins en isolement. Incapables de s’isoler en toute sécurité, les personnes sans abri sont très exposées au virus. La distanciation physique risque de laisser les personnes handicapées sans assistance et sans moyen de défendre leurs droits en raison. Dans bien des cas, le manque d’espace fait que les personnes qui sont en prison ou dans un centre de détention pour migrants ou une institution de santé mentale courent un risque plus élevé de contracter le virus.

Conséquences pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de l’Accord de Paris

La crise risque de compromettre gravement les efforts de développement durable. Un ralentissement économique mondial prolongé nuirait à la réalisation du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et à l’application de l’Accord de Paris sur les

changements climatiques. La figure 5 ci-dessous illustre certains des effets que la pandémie devrait avoir sur la réalisation des objectifs de développement durable.

Les personnes les plus touchées seront les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les travailleurs du secteur informel. L’impact sur l’environnement devrait être positif à court terme, en revanche, puisque la baisse spectaculaire de l’activité économique a permis de réduire les émissions de CO2 et la pollution dans de nombreux secteurs. Ces améliorations seront de courte durée, cependant, à moins que les pays n’agissent pour respecter leurs engagements en faveur du développement durable une fois la crise passée et l’économie mondiale relancée.

Mais en raison de l’ampleur et de la vitesse de propagation de la pandémie, ainsi que des importantes sorties de capitaux des pays en développement, la majeure partie du capital politique et des ressources financières risquent fort d’être absorbée par la lutte contre la pandémie et détournée des contributions déterminées au niveau national pour atteindre les objectifs climatiques et les objectifs de développement durable. Pendant la crise, les pays doivent absolument maintenir le cap sur les objectifs de développement durable et les engagements climatiques afin de préserver les progrès déjà accomplis. Pendant le relèvement, ils devront faire des investissements qui accélèrent l’avènement de sociétés plus inclusives, plus durables et plus résilientes.

Avec un investissement suffisant, les objectifs de développement nous auraient permis de devenir plus résistants aux chocs

Force est d’admettre que nous aurions pu être mieux préparés à la crise. Les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable auraient pu ouvrir la voie à un monde où tous bénéficieraient d’une couverture sanitaire, de soins de santé de qualité et d’une économie plus inclusive et plus durable. Au lieu de quoi, la plupart des pays n’ont pas

assez investi dans leurs systèmes de santé et les installations sont insuffisantes pour faire face à l'imprévu et fortement tributaires des importations. La plupart des pays se caractérisent par des systèmes de santé fragiles et fragmentés qui ne garantissent pas l'accès universel et qui n'ont pas les capacités nécessaires pour faire face à la crise.

Leadership politique et coopération face à la pandémie

D'un point de vue géopolitique, la crise crée un besoin urgent de leadership, de solidarité, de transparence, de confiance et de coopération. L'heure n'est pas à l'individualisme, aux récriminations, à la censure, à la dissimulation ou à la récupération politique. Il importe que les dirigeants nationaux et locaux montrent la voie. Des mesures nationales comme la fermeture de frontières, les interdictions de voyage ou les restrictions imposées à la vente de fournitures essentielles peuvent se justifier à court terme, mais elles ne doivent pas empêcher la communauté mondiale de travailler ensemble à une solution pour tous.

La crise compromet la cohésion sociale au sein des pays car elle a des effets très profonds sur la société, le comportement des individus, notre bien-être et notre santé mentale. Il existe un risque de stigmatisation très grave, certains groupes étant

considérés à tort comme responsables de la propagation du virus, et des actes de violence ont été signalés. Si le public estime que les autorités n'agissent pas efficacement face à la crise, sa confiance dans les institutions publiques et les dirigeants politiques risque d'être ébranlée. Le recours aux pouvoirs exceptionnels et aux technologies de surveillance qui permettent de suivre la propagation de la maladie doit être non intrusif, de durée et de portée limitées, et conforme aux garanties les plus strictes et aux normes internationales relatives aux droits humains. Le risque de troubles sociaux et d'émeutes est faible, mais cela pourrait changer à mesure que les conditions économiques et sociales se détériorent, surtout dans les situations où les relations sociales sont déjà mises à mal par des inégalités de revenus persistantes.

Une attention particulière doit être accordée à l'impact de la pandémie sur les pays qui opèrent une transition politique délicate et les pays confrontés à la détérioration rapide des conditions de sécurité, dans un contexte déjà marqué par la faiblesse du système de santé et les effets des changements climatiques. Cela est particulièrement inquiétant en Afrique. La pandémie a déjà des effets sur les calendriers électoraux, compliquant notamment les préparatifs techniques, le déroulement des campagnes ou les scrutins.

FIGURE 5 : IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Source : DESA.

IV. DES SOLUTIONS DURABLES POUR FAIRE FACE AUX RETOMBÉES DE LA PANDÉMIE

Étant donné le taux d'infection prévu, le bilan final des victimes risque d'être catastrophique. La pandémie aura probablement des effets économiques et sociaux bien plus graves que la crise mondiale de 2008. Sans coordination internationale, il sera impossible d'éviter le pire.

Principes fondamentaux

L'objectif principal est de permettre à tous les individus, ménages et entreprises de réussir à traverser cette épreuve. La priorité doit être accordée à la population : familles, femmes, enfants, jeunes, personnes handicapées et âgées, travailleurs peu rémunérés, PME et travailleurs du secteur informel. Des mesures importantes ont déjà été prises dans ce sens. Il faut en augmenter la portée.

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. La politique économique doit répondre aux besoins les plus immédiats des populations en matière de santé et d'alimentation et aux autres besoins fondamentaux, protéger la cohésion sociale et garantir la stabilité politique et économique. Comme la crise évolue rapidement, il est impératif de surveiller attentivement les effets directs et indirects de chaque intervention pour s'assurer qu'elle est utile, et qu'elle le reste. Il faut bien saisir l'urgence de la situation.

Des mesures spéciales doivent être prises à différents niveaux. Les organisations internationales, les institutions financières internationales et les groupes comme le Groupe des Vingt (G20) disposent tous de moyens d'action, qui doivent être utilisés de manière coordonnée et efficace. En coordonnant leur action, les pays de

chaque région pourront examiner ensemble les retombées de la crise, garantir la cohérence de leurs mesures budgétaires, monétaires et sociales et mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience. Les mesures nationales sont peut-être les plus cruciales, mais elles varient en fonction du contexte, notamment géographique, du type de gouvernement et du degré de développement.

Les pays développés et les pays en développement ne disposent pas des mêmes ressources pour réagir rapidement à la pandémie et, parmi les pays en développement, il y a des différences notables entre différentes catégories de pays, comme les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays sans littoral. Les administrations locales sont en première ligne face à l'épidémie, mais leur capacité de réagir vite dépend fortement du contexte de gouvernance, de leur santé financière et de l'étendue de leurs pouvoirs budgétaires.

Il faut mobiliser l'ensemble de la société. La pandémie met en péril l'humanité tout entière. C'est donc l'humanité tout entière qui doit se défendre. Pour être efficace, la riposte doit être multidimensionnelle, coordonnée, rapide et énergique. Les dirigeants politiques doivent montrer la voie et réussir à obtenir l'adhésion et la confiance de la population. L'action menée doit se fonder sur les valeurs humaines et s'appuyer sur des institutions solides, les compétences techniques nécessaires et des ressources financières suffisantes. Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice. Aucun pays ne pourra y parvenir seul.

Guidée par ces principes, l'ONU s'engage à travailler avec tous les pays en s'appuyant sur les recommandations suivantes :

A. Des mesures mondiales à la mesure de l'ampleur de la crise

1. Promouvoir et soutenir la mise en œuvre d'un plan de relance novateur, coordonné et axé sur l'être humain, dont le financement doit représenter au moins 10 % du produit intérieur brut mondial.

La portée mondiale du choc économique, qui se caractérise par l'effondrement simultané de l'offre et de la demande, appelle le premier plan de relance véritablement mondial de l'histoire. Il s'agirait d'injecter massivement des ressources dans l'économie. Un tel plan de relance contribuerait beaucoup à rétablir la confiance dans l'avenir.

Les mesures de relance doivent viser non seulement le monde des affaires et les grandes entreprises, mais aussi les travailleurs et les PME du monde entier, qui sont au fondement de l'économie mondiale. Il ne suffit pas de protéger les grandes entreprises : nous devons soutenir leurs fournisseurs et appuyer la demande mondiale provenant des consommateurs – c'est-à-dire le revenu des ménages – qui va redonner vie à l'économie mondiale. Ces mesures doivent être complétées par des politiques coordonnées en matière monétaire et financière.

Pour être efficace, le plan de relance devra se focaliser sur le transfert direct et ciblé de ressources aux ménages les plus vulnérables, le renforcement des moyens de réagir aux urgences sanitaires, la protection sociale, la réduction des impôts et des taux d'intérêt, l'accès au crédit et les régimes d'assurance et d'aide salariale. Il faut apporter un soutien aux pays qui n'ont pas la capacité de mettre en œuvre ces mesures.

Les pays doivent s'engager à prendre toutes les mesures possibles pour protéger les emplois et les revenus des travailleurs – y compris les

travailleurs du secteur informel et ceux qui dépendent entièrement de revenus journaliers. Toutes les mesures coordonnées prises en matière budgétaire et monétaire doivent concourir à cet objectif.

L'Organisation internationale des employeurs, qui représente plus de 50 millions d'entreprises, et la Confédération syndicale internationale, qui représente plus de 200 millions de travailleurs, soulignent qu'il importe de favoriser le dialogue social et la coopération des partenaires sociaux pour lutter contre l'épidémie sur le lieu de travail et ailleurs, mais aussi pour éviter la perte d'un très grand nombre d'emplois à court et à moyen terme. Le dialogue contribuera à la stabilité s'il repose sur la responsabilité partagée.

2. Résister à la tentation des mesures protectionnistes

C'est le moment de réduire les obstacles au commerce, de maintenir l'ouverture commerciale et de rétablir les chaînes d'approvisionnement. La lutte contre le virus serait ralentie par les obstacles tarifaires et autres, ainsi que par l'interdiction d'exporter certains produits, surtout s'il s'agit de médicaments ou d'articles médicaux. Il faut supprimer les taxes et les restrictions imposées à l'importation de fournitures médicales. Il est indispensable de permettre aux pays les plus vulnérables d'obtenir les médicaments, les équipements, les fournitures médicales et les autres biens et services sans lesquels il leur serait impossible de lutter contre la pandémie. La solidarité est d'une importance vitale.

3. Prendre des mesures spécialement destinées à stimuler l'économie des pays en développement

Les pays en développement ont besoin du soutien de la communauté internationale, étant donné que leur capacité de financer des mesures de relance est encore plus modeste que d'ordinaire du fait de l'instabilité monétaire. À cette fin, il faudra alléger la dette de beaucoup d'entre eux pour leur donner une marge d'action budgétaire. Il faudra aussi imaginer des moyens originaux de mobiliser des financements importants à des conditions

favorables, non seulement auprès des banques multilatérales de développement mais également auprès d'acteurs privés comme les fonds de pension.

Quarante-quatre pour cent des PMA et des autres pays en développement à faible revenu sont surendettés ou se trouvent dans une situation à haut risque. Il est donc prioritaire de restructurer leur dette au moyen de l'exonération immédiate des paiements d'intérêts pour 2020, du report des paiements, de la réduction de la dette, des échanges de créances et d'autres instruments. Il peut être nécessaire d'annuler la dette des pays fragiles et des pays touchés par des conflits. Ces ressources devraient être immédiatement affectées aux mesures de santé publique et à l'aide aux populations par le biais de mécanismes budgétaires, notamment pour renforcer la protection sociale. Le FMI, la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales seront des partenaires clés dans cette entreprise.

Il faudra accorder de nouveaux financements à des conditions favorables. Le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI peut aider les pays les plus pauvres en leur accordant un allègement immédiat de la dette, mais il aurait besoin de l'appui des pays développés.

Il faut réduire autant que possible le coût des envois de fonds, outil vital pour les pays en développement.

4. Accroître la contribution des institutions financières publiques internationales

Les institutions financières internationales et les banques régionales de développement peuvent apporter une contribution importante à la gestion des retombées de la crise et au financement du relèvement. Il faut créer un mécanisme qui coordonnera l'action à mener après la crise pour donner à tous les pays une marge d'action budgétaire suffisante.

La coordination des banques centrales et le soutien des institutions financières internationales faciliterait les accords de *swap* et l'apport de liquidités au système financier, particulièrement dans les pays émergents et les pays en développement. Dans le même temps, il faut augmenter les ressources dont dispose le FMI, en émettant des droits de tirage spéciaux pour injecter rapidement des ressources dans les pays.

5. Renoncer aux sanctions au nom de la solidarité

Il convient de lever les sanctions imposées contre différents pays pour leur permettre d'accéder à la nourriture, aux fournitures essentielles, aux tests de dépistage et à l'aide médicale. L'heure n'est pas à l'exclusion, mais à la solidarité.

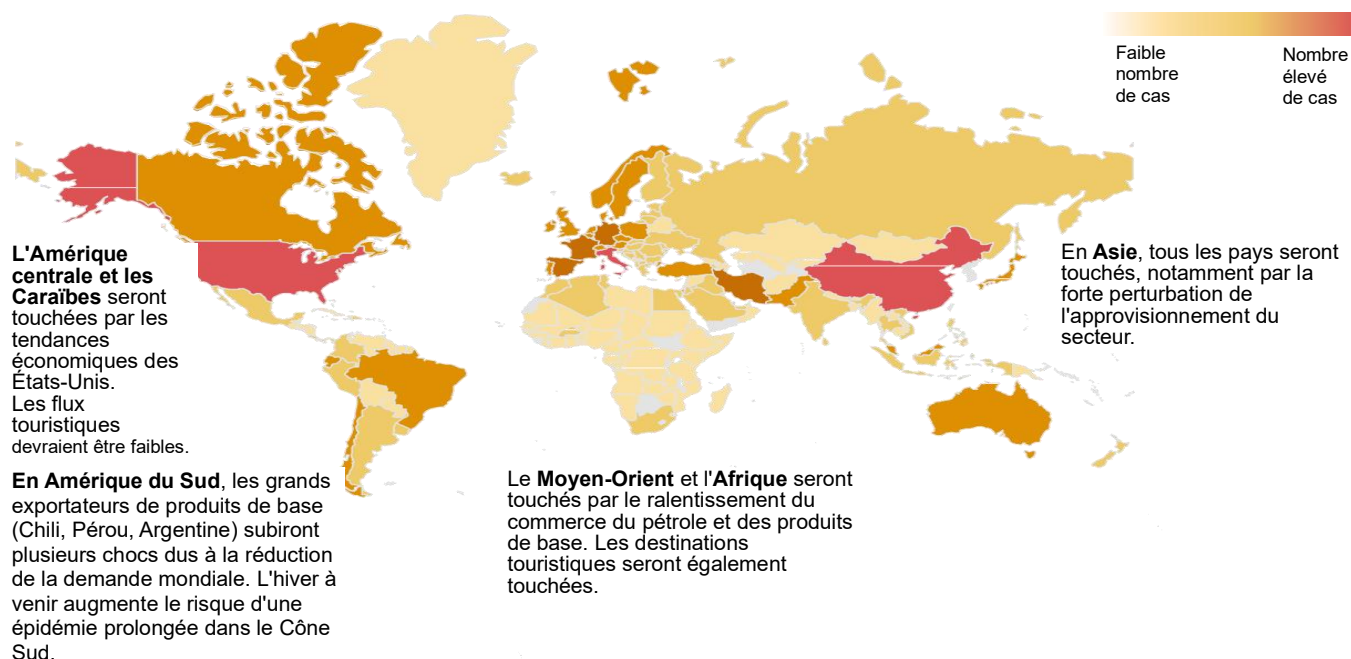
B. Mobilisation régionale

On trouvera ci-après certaines des mesures qui peuvent être prises au niveau régional et ajustées en fonction des caractéristiques de chaque région.

1. Adopter des politiques commerciales sans préjudice, préserver la connectivité et assurer la coordination monétaire et budgétaire au niveau régional

La libre circulation des biens et des services est essentielle dans chaque région et d'une région à l'autre. Il est nécessaire de supprimer les droits de douane et les mesures non tarifaires qui entravent l'importation de médicaments indispensables, d'équipements médicaux et d'intrants connexes pour faciliter la circulation internationale des produits essentiels. Il serait opportun d'utiliser des outils innovants comme les systèmes eTIR et eCMR de l'ONU et d'autres outils qui permettent d'échanger des informations électroniques sans contact physique et de faciliter le passage des marchandises aux frontières.

FIGURE 6 : IMPACT DE LA COVID-19 SELON LA RÉGION



Source : données de l'OMS, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de l'Economist Intelligence Unit au 27 mars 2020.

Les frontières et les noms indiqués n'impliquent ni l'approbation ni l'acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Il faudrait s'efforcer de maintenir le fret de transit pour les pays sans littoral et la connectivité maritime des petits États insulaires en développement, qui sont encore plus touchés en raison de leur désavantage géographique. En Afrique, il faut continuer de s'appuyer sur la Zone de libre-échange continentale africaine pour renforcer la résilience à long terme du continent et la gestion des facteurs d'instabilité. De même, d'autres régions devraient tirer parti des engagements déjà pris dans le cadre des accords et mécanismes commerciaux régionaux ou de la possibilité d'en prendre de nouveaux.

Dans une union monétaire comme la zone euro, il faut pouvoir recourir à des mécanismes efficaces de coordination et de partage des risques pour prendre des mesures de relance budgétaire fortes et crédibles qui réduisent les divergences internes.

2. Collaborer avec le secteur financier privé pour soutenir les entreprises

Il conviendrait de se coordonner au niveau régional pour dialoguer avec le secteur financier, y compris les compagnies d'assurance, pour chercher des solutions et faciliter la reprise grâce à des investissements durables. Il serait également utile de mettre en place un groupe de travail spécial chargé de faire participer les entreprises à la lutte régionale contre l'épidémie. L'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable du Secrétaire général doit également être mise à contribution pour aider les pays à mobiliser des ressources financières et techniques afin de réagir à la crise et de s'en relever. Le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique et l'Équipe spéciale du Secrétaire général sur le financement numérique des objectifs de développement durable peuvent également contribuer à la recherche de solutions créatives pour les entreprises.

3. S'attaquer aux problèmes structurels et renforcer les cadres normatifs pour faire face aux risques transfrontières

La perturbation de l'économie provoquée par la crise suscite une réflexion sur l'utilisation des ressources et la fragilité des chaînes d'approvisionnement. Il faut saisir l'occasion pour accorder une place plus grande aux approches qui améliorent à la fois la résilience et l'efficacité, telles que l'économie circulaire, l'action climatique et l'augmentation des contributions déterminées au niveau national. De même, il sera possible de prévenir et d'atténuer les pandémies futures grâce à des politiques environnementales solides et globales qui visent à réduire les risques transfrontières grâce à l'élaboration conjointe de cadres directifs permettant d'interdire le commerce des espèces sauvages (qui peut contribuer aux risques sanitaires), d'harmoniser les normes sanitaires et de s'attaquer aux problèmes interdépendants que sont le commerce illégal, la perte d'habitats, les changements climatiques et les différentes sources de pollution.

C. Ne laisser personne de côté : la solidarité nationale

I. Prendre des mesures de relance et d'appui en faveur des plus vulnérables

Il faut adopter un plan de relance de grande ampleur, notamment pour apporter un appui ciblé aux personnes les plus touchées par l'épidémie. Différentes mesures peuvent être prises pour leur garantir l'accès à la santé et un niveau de vie élémentaire.

Les transferts en espèces aideront les gens à traverser la récession, qui est inévitable. La protection sociale, y compris les congés de maladie payés, permet de sauver des vies et d'atténuer les souffrances de la population, tout en favorisant la résilience de chacun et en contribuant à la reprise économique. En outre, de nombreux États essaient de trouver un équilibre en accordant un soutien financier aux entreprises pour qu'elles puissent conserver leur personnel (allègements financiers et fiscaux limités dans le temps visant à favoriser la continuité des activités ou programmes de maintien des emplois) tout en fournissant un complément de ressources et des services d'aide à l'emploi à tous les travailleurs.

Les femmes et les jeunes filles doivent participer activement à la riposte

- > Soutenir les organisations de femmes qui sont en première ligne et permettre aux femmes de participer aux plans d'intervention à court et à long terme et d'y jouer un rôle de premier plan.
- > Recueillir des données ventilées par sexe pour éviter que la crise ne pèse de manière disproportionnée sur les femmes.
- > Veiller à ce que les équipes et groupes de travail chargés de la riposte aux niveau national, régional et mondial comprennent des spécialistes des questions de genre.
- > Élaborer les plans de protection sociale et les programmes économiques d'urgence en tenant compte des questions de genre et des soins non rémunérés dispensés par les femmes, des obstacles rencontrés par les entrepreneuses et de la place des femmes dans le secteur informel.
- > Garantir la continuité des services de santé sexuelle et procréative, notamment l'accès aux contraceptifs sans ordonnance.
- > Assurer des services spéciaux pour prévenir les violences de genre et y réagir (numéros d'urgence spécialisés, unités de police spéciales et nouveaux protocoles pour les centres d'accueil).

2 Protéger les droits humains et favoriser l'inclusion

Il faut s'employer à protéger les droits humains et à garantir l'inclusion de tous dans le cadre de toutes les mesures de préparation, de riposte et de relèvement. L'âge, le sexe et le statut migratoire font partie des facteurs à prendre en compte. Le virus s'est avéré dangereux pour tous les groupes d'âge, mais les personnes âgées sont particulièrement

touchées, représentant en moyenne plus de 80 % des infections. Les personnes souffrant déjà de maladies ou de handicaps sont également à risque. Pour mener une action fondée sur les droits humains, il faut notamment faire en sorte que les informations soient adaptées aux besoins et toujours disponibles dans des formats et des langues faciles à comprendre pour la population, y compris pour les personnes ayant des besoins particuliers, notamment les malvoyants et les malentendants.

Droits humains et inclusion

- > Garantir que l'accès au dépistage ou au traitement ne soit pas refusé pour des motifs de discrimination, qu'il s'agisse du sexe, de l'âge, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'origine ethnique, de la race ou d'autres facteurs.
- > Surveiller et rendre publics les cas de discrimination et de xénophobie et y réagir rapidement.
- > Diffuser des informations précises et fondées sur des données factuelles et mener des campagnes de sensibilisation.
- > Fournir en temps opportun des informations claires à toute la population, en particulier les minorités nationales, ethniques ou religieuses, les peuples autochtones et les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI).
- > Apporter une aide financière supplémentaire aux personnes handicapées et à leurs familles et protéger les personnes handicapées et les autres personnes qui vivent dans des établissements de soins publics ou privés contre la négligence et les abus.
- > Réduire la population des prisons, des établissements pénitentiaires et des centres de détention pour migrants grâce à la libération conditionnelle ou anticipée des catégories de détenus à faible risque.
- > Appliquer des moratoires aux expulsions et des reports de remboursement des prêts hypothécaires.
- > Faire le nécessaire pour que les personnes sans abri ou mal logées ne pâtissent pas des mesures de confinement.
- > Adopter des mesures énergiques pour encourager la reprise des études et créer des possibilités d'emploi pour les jeunes.

Gravement touchés, les jeunes participent à la lutte mondiale contre la pandémie

Des millions de jeunes travaillent dans la santé. Ils représentent une part particulièrement élevée du personnel de ce secteur dans les pays du Sud, ce qui est conforme à la situation démographique générale. Les jeunes font partie des personnes les plus touchées par les retombées socioéconomiques de la lutte contre la pandémie :

- > Plus de 1,5 milliard de jeunes ont dû cesser de fréquenter l'école ou l'université dans plus de 165 pays. Cela représente 87 % de la population étudiante totale.
- > Les jeunes sont particulièrement susceptibles de développer des problèmes d'anxiété et de santé mentale.
- > Les filles et les jeunes femmes risquent davantage de subir des violences au sein de leur couple ou de leur famille pendant la pandémie.
- > Les jeunes seront très affectés par la récession mondiale. Après la crise de 2008, le chômage des jeunes a atteint environ 21 % au Royaume-Uni, environ 18 % aux États-Unis et même 43 % en Italie en 2014. L'expansion de l'économie à la tâche depuis 2008 a rendu les jeunes plus vulnérables encore.
- > Les jeunes représentent plus de 30 % des migrants et des réfugiés dans le monde, groupe qui risque lui aussi d'être particulièrement touché par la pandémie et ses retombées, notamment la restriction des déplacements, la réduction des possibilités d'emploi, la montée de la xénophobie, etc.

Les jeunes du monde entier apportent diverses contributions à la lutte mondiale contre la pandémie. Ils mènent des campagnes de sensibilisation, notamment pour promouvoir le lavage des mains, se portent volontaires pour aider les personnes âgées et les populations vulnérables et contribuent à l'effort en qualité de scientifiques, d'entrepreneurs et d'innovateurs.

Les États n'ont d'autre choix que de prendre des décisions difficiles face à la pandémie, notamment en recourant à des pouvoirs exceptionnels dans de nombreux contextes, mais ils doivent aussi prendre toutes les mesures voulues pour préserver l'espace civique et démocratique et aider à gagner et à préserver la confiance de la population à l'égard des institutions, et pour endiguer la montée de la xénophobie, de la discrimination, du racisme et de la stigmatisation. Il incombe directement aux entreprises qui gèrent les plateformes Internet de combattre la désinformation en fournissant des informations fiables. Le recours aux technologies de surveillance permettant de suivre la propagation de la maladie doit être non intrusif, de durée et de portée limitées, et conforme aux garanties les plus strictes et aux normes internationales relatives aux droits humains.

3. Appui aux PME

Il est urgent de soutenir directement les entreprises, à commencer par les PME. Les États peuvent apporter une assistance aux entreprises pour maintenir les flux d'intrants, de produits finaux et de services essentiels. En outre, ils peuvent mettre en place des procédures spéciales de marchés publics, en accordant une attention particulière à la création de possibilités pour les femmes et les jeunes, et fournir à titre temporaire une assistance et des fonds aux administrations infranationales et municipales pour soutenir les PME. Il convient également d'envisager de réduire à titre provisoire les déductions salariales et les cotisations à la sécurité sociale, les taxes sur la valeur ajoutée et les impôts. Enfin, les aides et les subventions peuvent faciliter le paiement des loyers et des services collectifs, des salaires et d'autres services essentiels. Des

mesures devront être prises pour soutenir le secteur informel, qui représente 80 % des entreprises dans le monde et qui est généralement hors de portée des politiques publiques.

4. Droit à un travail décent

La reprise économique va de pair avec la justice sociale et le travail décent. Il est avéré que les normes internationales du travail peuvent éclairer utilement l'élaboration de politiques cohérentes et respectueuses de la dignité humaine qui permettront d'inscrire la reprise dans le cadre du Programme 2030. Les mesures de chômage partiel et, à plus long terme, les subventions à l'embauche doivent tenir compte des populations susceptibles d'être les plus touchées. Soutenir les jeunes femmes et les jeunes hommes peut réduire le risque de créer une « génération perdue ».

5. Soutenir l'éducation

Il est essentiel que la communauté internationale soutienne les pays non seulement en leur fournissant des outils multimédias d'enseignement à distance pour assurer la continuité de l'apprentissage, mais aussi en aidant les enseignants, les parents et les soignants à s'adapter aux modalités de l'enseignement à domicile. Il faut fonder l'action menée sur les principes d'inclusion et

d'équité, afin d'éviter d'aggraver les inégalités d'accès à l'éducation, et adopter des mesures spéciales pour répondre en même temps aux besoins de santé, de nutrition et d'apprentissage des enfants et des jeunes les plus vulnérables et marginalisés, ainsi que des politiques pour résoudre les problèmes de connectivité et de contenu. Face à un défi d'une telle ampleur, une coalition de partenaires publics et privés est nécessaire pour concevoir et développer des solutions novatrices et équitables qui soient adaptées à des contextes très divers. C'est également l'occasion de faire un bond en avant, en employant ces solutions pour surmonter les problèmes importants rencontrés par les pays sans oublier les objectifs de développement durable.

6. Donner la priorité à la cohésion sociale

Le libre accès aux ressources éducatives et culturelles contribue à préserver et à renforcer la cohésion sociale et aide la population à surmonter l'isolement social. Il importe d'investir dans la cohésion sociale, tout particulièrement dans les pays fragilisés par un conflit prolongé, des catastrophes naturelles répétées ou des déplacements forcés.

Préserver la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants et aux jeunes

- > Il est possible de faciliter l'enseignement à distance : i) en fournissant des prêts ou du matériel aux étudiants ou aux ménages, ii) en garantissant l'accès à Internet et iii) en établissant des partenariats public-privé pour donner accès gratuitement à des plateformes et outils d'apprentissage à distance.
- > Des initiatives publiques ou privées peuvent être prises pour garantir et accroître la capacité des réseaux et prévenir les hausses subites de la demande. Les gouvernements et les opérateurs de réseaux doivent s'appuyer sur des analyses de la demande et des plans d'urgence.
- > Il convient de mettre des ressources pédagogiques numériques à la disposition des enseignants et des parents, notamment des applications multilingues gratuites en ligne pour faciliter l'apprentissage et assurer des services sociaux et des interactions pendant que les écoles sont fermées.
- > Les pays devraient faire connaître les initiatives prises pour continuer d'assurer des services d'éducation inclusifs dans différents contextes.
- > Si les écoles sont ouvertes, il faut faire respecter les mesures de distanciation physique, les règles d'hygiène et les normes en matière de sécurité et de qualité de l'alimentation.
- > Si les écoles sont fermées, il convient de fournir des repas à emporter ou de les faire livrer à domicile, ou de fournir de l'argent ou des bons.

V. NOUER DES PARTENARIATS POUR INTENSIFIER LA LUTTE MONDIALE CONTRE LA COVID-19

Autorités locales et nationales

Les administrations locales sont en première ligne face à la pandémie. Leur capacité de réagir rapidement en prenant les mesures sanitaires et socioéconomiques nécessaires dépend fortement de leur santé financière, de leur autorité budgétaire et du contexte de la gouvernance du pays. Il doit exister un bon dialogue et une bonne coordination avec les autorités nationales, sans quoi il sera impossible d'appliquer des mesures efficaces. Les femmes et les jeunes doivent jouer un rôle clef dans ces rapports aux échelons infranationaux.

Si elles disposent de ressources suffisantes, les administrations des collectivités urbaines et rurales peuvent contribuer considérablement à catalyser et à diriger la préparation, les interventions rapides et la planification des mesures de relèvement. Avant l'épidémie, les administrations locales et municipales peuvent apprendre des gouvernements qui ont déjà dû réagir à l'épidémie et anticiper les besoins pour préparer leurs populations et leurs systèmes en conséquence.

Bien que la grande majorité des gouvernements nationaux et des administrations locales se concentrent aujourd'hui sur la planification nécessaire avant et pendant l'épidémie, les plans de préparation et d'intervention les plus efficaces seront ceux qui comprennent aussi des stratégies de sortie de crise et des plans de relance.

Recherche et innovation mondiales

Il s'agit autant d'une crise de confiance – qui entraîne un risque de panique et de comportements irrationnels – que d'une crise de santé publique. L'innovation fondée sur des données factuelles éclairera la voie à suivre pour sortir de la crise. Cela

suppose que les chercheurs et les innovateurs du monde entier agiront rapidement.

Nous avons besoin de leurs travaux de recherche et d'innovation dans les domaines médicaux et technologiques pour accélérer la production de matériel et de tests médicaux essentiels et pour mettre au point les vaccins et les traitements thérapeutiques qui garantiront le droit des populations à la santé.

Les gouvernements et les principaux acteurs de la recherche doivent se réunir pour intensifier la coopération avec les essais Solidarity pilotés par l'OMS, partager les données et les informations qui peuvent servir l'intérêt public et déployer de nouveaux outils d'intelligence artificielle.

Dans le même temps, l'ensemble du monde de la recherche – acteurs publics, universitaires et privés des sciences sociales et naturelles – a une contribution clef à apporter à la formulation des politiques. Elle peut établir, partager et vulgariser les éléments dont le public et les acteurs politiques ont besoin pour prendre des mesures de prévention efficaces et pour préparer une reprise sûre et équitable. De nombreux gouvernements s'appuient sur des organismes de recherche consultatifs, déjà existants ou nouveaux, qui analysent rapidement pour eux les données et les connaissances. Les principaux acteurs nationaux et internationaux du financement de la recherche et les organisations philanthropiques devraient aider ces organismes à se mettre en réseau pour créer une base de recherches mondiale fiable qui pourra éclairer la coopération internationale.

Organisations de la société civile et associations locales

La société civile, les organisations communautaires, les associations locales et les organisations d'inspiration religieuse jouent un rôle essentiel au niveau local. En aidant les populations vulnérables, ces groupes s'emploient à leur donner des possibilités économiques et des moyens de subsistance et à adapter les mesures au contexte local.

Dans de nombreux endroits, ils sont le premier ou même le seul point de référence pour les individus et les familles en ce qui concerne la COVID-19. Ils sont les principaux canaux de communication pour y faire connaître les missions des services de santé, les pratiques d'hygiène et les mesures de quarantaine. Ils assurent certains services publics, notamment la distribution de denrées alimentaires et la prestation de services médicaux aux personnes et aux familles vulnérables et à faible revenu, et en veillant à ce qu'il y ait suffisamment d'installations pour se laver les mains dans les endroits densément peuplés, comme les bidonvilles et les établissements informels.

Les organisations de femmes, qui ont peu de ressources, sont souvent en première ligne de la riposte locale : elles soutiennent les personnes les

plus touchées économiquement par la crise, veillent à ce que les refuges restent ouverts pour les victimes de violences domestiques et transmettent aux femmes des connaissances de santé publique. Afin de soutenir davantage ces organisations, il convient de renforcer et de financer les fonds comme le Fonds des Nations Unies pour les femmes, la paix et l'action humanitaire ou le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Il est indispensable de poursuivre le dialogue et l'échange d'informations avec les réseaux existants. Il faut également recenser les autres partenaires avec lesquels il serait possible de collaborer face à la crise et engager un dialogue avec eux.

Les organisations de la société civile s'efforcent également de maintenir la cohésion sociale entre les individus et les familles pendant les périodes obligatoires de distanciation physique. Pendant ces périodes, les lieux de culte et les centres communautaires proposent des services, cours et séances de conseil virtuels et communiquent régulièrement par téléphone, par SMS et par Internet pour renforcer les liens et réduire le sentiment d'isolement.

Les réseaux de jeunes et le monde des influenceurs créent de nouveaux moyens de favoriser la participation et l'adhésion de la population.

VI. NOUS SURMONTERONS CETTE CRISE HUMAINE ET REVIENDRONS EN FORCE

Tout en faisant face à la crise, nous devons saisir l'occasion de rebâtir des sociétés meilleures et plus durables.

La crise nous oblige tous à faire des choix difficiles. Ces choix seront plus faciles à expliquer et à assumer si nous les faisons ensemble. S'ils agissent en parfait accord, les pouvoirs publics de chaque pays constateront que la population leur fera confiance et consentira les efforts difficiles qui lui seront demandés.

Lorsque nous aurons surmonté la crise, nous devons faire un choix : retourner dans le monde d'hier ou nous attaquer résolument aux problèmes qui nous rendent tous inutilement vulnérables aux crises. Tout ce que nous faisons pendant et après la crise doit concourir à l'édification de sociétés plus égales, plus inclusives et plus résistantes aux pandémies, aux changements climatiques et aux nombreux autres problèmes que nous rencontrons.

Nous savons déjà ce qu'il faut faire. La marche à suivre est esquissée dans notre plan d'action mondial pour l'avenir, c'est-à-dire Le Programme 2030, les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Les pays doivent exécuter ces engagements communs sans hésiter, en faisant les investissements nécessaires en faveur de la population, des systèmes de santé et de la protection sociale, et saisir l'occasion qui se présente de rendre l'économie plus verte et plus inclusive. Si nous articulons notre action autour de ces grands axes pendant et après la pandémie, nous jetterons les bases d'un monde où la société et l'individu seront plus résilients.

En luttant aujourd'hui contre la pandémie, nous devons tirer les enseignements du passé pour permettre aux pays de mieux se préparer aux jours

à venir. À l'évidence, il faut transformer radicalement les stratégies et l'architecture de la préparation aux épidémies. L'OMS a estimé qu'il faudrait investir 100 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour permettre à 67 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de prévenir la prochaine épidémie et de s'y préparer et pour mettre en place un système mondial de santé d'urgence, fondé sur la mise en réseau des bases de données, du personnel et des fournitures.

De même, les pays doivent augmenter les dépenses en soins de santé primaires d'au moins 1 % de leur produit intérieur brut pour combler les lacunes flagrantes de la couverture médicale et atteindre les objectifs de santé convenus en 2015. Nous ne pouvons nous y soustraire.

La crise actuelle a fait prendre conscience à beaucoup de personnes de la précarité de l'économie. Des milliards de personnes ne bénéficient pas du tout de l'économie mondiale – les 700 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et les 1,3 milliard de personnes qui ne peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires – ou ne reçoivent pas une part équitable des gains.

La crise devrait raffermir notre volonté de lutter contre l'inégalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Depuis la dernière crise financière mondiale, les inégalités de revenus augmentent plus rapidement. Il est vital de ne pas relâcher les efforts après la crise actuelle, non seulement pour soutenir les revenus et défendre les intérêts des personnes vulnérables et des pauvres, mais également pour chercher par tous les moyens à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités.

Les gouvernements du monde entier doivent regagner la confiance des populations. La crise que nous traversons devrait nous faire comprendre que l'accès à l'éducation doit être garanti non seulement

aux enfants qui ont cessé d'aller à l'école pendant la pandémie, mais aussi aux 258 millions d'enfants qui n'y vont jamais. Nous ne devons pas nous contenter de protéger les revenus des personnes touchées par la crise, mais mettre en place des systèmes de protection sociale pour garantir un revenu de base à toutes et à tous. Reconstruisons nos systèmes pour offrir plus de possibilités à toutes et à tous et pour garantir l'égalité des résultats aux femmes et aux hommes. Nous ne pouvons pas nous contenter d'avoir promu le lavage des mains pendant la pandémie, alors que 40 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau et à l'assainissement : garantissons à chacun un accès durable aux équipements de base nécessaires pour se laver les mains.

La crise jette une lumière crue sur l'insuffisance de l'action mondiale face aux problèmes urgents du climat et de la biodiversité. Malgré l'engagement pris de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius, le monde reste sur la trajectoire dangereuse d'une augmentation de 3 degrés. Même aux températures actuelles, on observe des tempêtes tropicales d'une violence sans précédent, des températures record, l'accélération de la déforestation et la multiplication des sécheresses et des incendies de forêt, pendant que les prévisions concernant l'élévation du niveau de la mer sont de plus en plus inquiétantes. Ces phénomènes ont fait beaucoup de morts et détruit les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes, sans compter des dommages qui représentent plusieurs centaines de milliards de dollars et qui touchent avant tout les plus pauvres et les plus vulnérables.

La crise actuelle s'est traduite par une diminution des émissions et une amélioration de la qualité de l'air, conséquence dont l'ironie n'aura échappé à personne, la déforestation, la pollution et la perte de biodiversité étant autant de facteurs qui contribuent à la propagation du virus. Face à la crise provoquée par la COVID-19, les États doivent éviter de prendre des mesures et des décisions d'investissement qui aggraveraient les problèmes déjà existants comme la pollution atmosphérique et la crise climatique. Selon le dernier rapport de l'initiative New Climate Economy⁴, l'investissement nécessaire à une action résolue dans le domaine climatique aurait des retombées économiques nettes d'un montant de 26 000 milliards de dollars, y compris la création de plus de 65 millions de nouveaux emplois. Bien que ces chiffres puissent varier en fonction des retombées de la pandémie, il s'agit là d'une opportunité à saisir pour favoriser la reprise. Cette année reste cruciale pour progresser sur le front climatique et pour mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité.

Enfin, l'essentiel des réactions à la crise témoignent d'un esprit d'humanité et de solidarité et d'un souci de l'intérêt général qui avaient vacillé au début du XXI^e siècle – aussi bien à l'échelle du monde qu'au sein des communautés et des pays si divers qui le composent. Il faudra poursuivre dans cette voie après la crise pour que cet esprit devienne caractéristique de notre époque. Non parce qu'il s'agit d'une attitude préférable à l'unilatéralisme ou à l'isolationnisme, mais parce qu'il n'existe pas d'autre moyen de vivre ensemble en sécurité, en liberté, en bonne santé, dans la prospérité et en harmonie avec la planète.

4 New Climate Economy, Commission mondiale sur l'économie et le climat, 2020.

APPEL À L'ACTION

La pandémie de COVID-19 est un moment décisif pour la société moderne. L'histoire jugera de l'efficacité de notre action non pas en fonction des mesures prises par tel ou tel ensemble d'acteurs gouvernementaux considéré isolément, mais par le degré de coordination dont le monde aura fait preuve dans tous les secteurs, dans l'intérêt de la grande famille humaine.

La présence de l'ONU dans tous les pays est un atout dont la communauté mondiale doit se servir pour mener une bataille à la hauteur de l'enjeu et vaincre le coronavirus.

Si nous prenons les bonnes décisions, la pandémie COVID-19 pourrait être l'occasion d'une transformation de la société qui nous conduirait à protéger les générations d'aujourd'hui et de demain. C'est la plus grande épreuve que nous ayons eu à affronter depuis la création de l'ONU. Elle exige de tous les acteurs – États, universités, entreprises, organisations d'employeurs et de travailleurs, organisations de la société civile, communautés et individus – qu'ils trouvent des moyens nouveaux, créatifs et judicieux d'agir ensemble dans l'intérêt commun, en s'appuyant sur les valeurs fondamentales des Nations Unies que nous défendons pour le bien de l'humanité.

Groupe des Nations Unies pour le développement durable mène ensemble une action coordonnée, en solidarité avec les pays, pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

AIEA

Agence internationale de l'énergie atomique

CEA

Commission économique pour l'Afrique

CEE

Commission économique pour l'Europe

CEPALC

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CESAO

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

CNUCED

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

DESA

Département des affaires économiques et sociales

DPPA

Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA

Fonds international de développement agricole

FMI

Fonds monétaire international

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

HCDH

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

HCR

Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

ITC

Centre du commerce international

OACI

Organisation de l'aviation civile internationale

OCHA

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

OIM

Organisation internationale pour les migrations

OIT

Organisation internationale du Travail

OMI

Organisation maritime internationale

OMM

Organisation météorologique mondiale

OMPI

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

OMS

Organisation mondiale de la Santé

OMT

Organisation mondiale du tourisme

ONUDC

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

ONUDI

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

ONU-Femmes

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONU-Habitat

Programme des Nations Unies pour les établissements humains

ONUSIDA

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

PAM

Programme alimentaire mondial

PBSO

Bureau d'appui à la consolidation de la paix

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE

Programme des Nations Unies pour l'environnement

UIT

Union internationale des télécommunications

UNCDF

Fonds d'équipement des Nations Unies

UNDRR

Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNOPS

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

UNRWA

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

UPU

Union postale universelle

VNU

Volontaires des Nations Unies